

l'Anticapitaliste

n°788 | 19 février 2026 | 2 €

l'hebdomadaire du NPA ~ L'ANTICAPITALISTE

**RÉPRESSION, DISSOLUTIONS, RACISME,
SEXISME, LGBTPHOBIES...**

**L'URGENCE D'UN
FRONT ANTIFASCISTE**



UNITAIRE ET POPULAIRE

ZOOM

**Sans majorité,
Lecornu poursuit la
casse par décrets**

Page 3

INTERNATIONAL

**Palestine. Soutien à
Francesca Albanese, la
France complice d'Israël**

Page 4

ARGUMENTS

**Contre l'armement
des polices municipales
et la vidéosurveillance**

Page 5

CHAMP LIBRE

**Municipales 2026:
échos de campagne**

Page 8

Édito

Défendre LFI, faire front face à la fascisation

Par **OLIVIER LEK LAFFERRIÈRE**

Le ministère de l'Intérieur a classé LFI à l'extrême gauche. Quand on milite dans une organisation révolutionnaire, il peut être tentant d'en plaisanter, de «fact-checker», de caractériser ce qu'est l'extrême gauche: la conscience que renverser le capitalisme et mettre fin aux systèmes d'oppression implique un affrontement; la primauté accordée aux rapports de force par les mobilisations de masse plutôt qu'aux échéances électorales; l'indépendance de classe plutôt que l'alliance avec des secteurs du patronat; un internationalisme conséquent, qui ne cède rien au campisme ou à son propre impérialisme... Mais ce qui se joue ici n'est pas un débat interne à la gauche. La séquence politico-médiatique après les événements du 14 février à Lyon le confirme: l'objectif est de construire des chaînes d'équivalence infamantes: LFI = Extrême gauche = Antifa = Violence; LFI = Extrême gauche = PropalestinienEs = Antisémisme; LFI = Extrême gauche = Islamogauchistes = AntirépublicainEs... Le danger n'est plus seulement celui de la délégitimation morale. L'État peut dissoudre pour motifs politiques, comme avec le CCIF pour avoir dénoncé l'islamophobie d'État ou la Jeune Garde pour avoir organisé l'autodéfense face aux violences fascistes. Toute une série de dispositifs permet d'étendre ces interdictions. La procédure contre la Jeune Garde vise LFI par association. La proposition de loi Yadan entend pénaliser des critiques d'Israël pour antisémitisme et, parallèlement, un projet de loi gouvernemental prévoit de rendre inéligible toute personne condamnée pour racisme — et donc avec la loi Yadan potentiellement tous les opposantEs au colonialisme israélien. L'empêchement électoral et légal de LFI devient un risque chaque jour moins invraisemblable. LFI est au centre de l'offensive en raison de son poids politique et électoral. Mais les mouvements situés à sa gauche — antiracistes, féministes, LGBT, anticapitalistes — le sont plus encore. Quelles que soient nos divergences, défendre LFI face aux attaques est un impératif. C'est tout le mouvement ouvrier, toute la gauche combative, tout le mouvement pour l'égalité et l'émancipation dont l'existence même est mise en cause par la fascisation en cours. Renforcer les solidarités à tous les niveaux et constituer un véritable front unique antifasciste, c'est urgent et vital.

Bien dit

Adam Edelman a posté plusieurs messages en faveur du génocide à Gaza. On peut donc s'interroger sur sa présence à Cortina.

STEFAN RENNA, commentateur de la chaîne suisse RTS, lors du passage de l'Israélien Adam Edelman dans l'épreuve de bob à deux des J.O. lundi 16 février, a rappelé les positions de celui qui s'autodéfinit «sioniste jusqu'à la moelle». Une polémique a éclaté et la chaîne a retiré la séquence sous prétexte que le propos serait «factuel mais inapproprié». Comme le dit Stefan Renna, «le sport est évidemment éminemment politique». Il a tout notre soutien.

À la Une

À Lyon, les regrettables conséquences de la fascisation ambiante

La mort d'un militant d'extrême droite le 14 février à Lyon donne lieu à une offensive politique et médiatique contre le mouvement antifasciste et la gauche, dans un contexte de multiplication des violences d'extrême droite et de fascisation croissante.



Après avoir alerté depuis des années sur l'implantation de groupes néo-nazis violents, la mort regrettable d'un militant de l'extrême droite nationaliste — passé par le groupe royaliste Action française et membre du groupuscule néofasciste Allobroges Bourgoin — fait resurgir sur le devant de la scène la situation du mouvement social opposé à l'extrême droite à Lyon.

Le contexte lyonnais

C'est en marge d'une réunion publique avec Rima Hassan, députée européenne du groupe LFI, que le collectif Némésis est venu, comme il le fait régulièrement depuis plus de deux ans dans de nombreux endroits, provoquer. Cette fois, c'était à Lyon, où les groupes politiques de gauche, les collectifs antiracistes, de solidarité avec la Palestine, des librairies, des personnes racisées sont depuis des années victimes d'agressions de groupuscules violents, racistes et virilistes, développant, par conséquent, des stratégies d'autodéfense. Ces groupes d'extrême droite s'en prennent à des lieux, des événements ou des personnes, sans aucune réaction de l'État.

L'extrême droite et le racisme tuent

L'extrême droite et ses idées tuent. Selon des études, sur les 53 meurtres à caractère idéologique perpétrés entre 1986 et 2021, 90% ont été le fait de l'extrême droite. On pense à Federico Martín Aramburú, tué par balles par Loïk Le Priol et Romain Bouvier en 2022, membres du GUD (groupuscule fasciste d'extrême droite). Nous nous souvenons aussi de

Clément Méric, militant antifasciste tué par l'extrême droite nationaliste en 2013. N'oublions pas le meurtre raciste récent d'Ismaël Aali, victime d'un meurtre raciste au sud de Lyon, ou encore ceux de Djamel Bendjaballah, de Rochdi Lakhsassi, de Mustafa et Ahmid, de Hichem Miraoui ou d'Aboubakar Cissé pour des motifs racistes également, et en particulier islamophobes pour ce dernier.

La diabolisation de la gauche de rupture

La couverture médiatique est disproportionnée. Elle sert les intérêts de ceux qui, depuis plusieurs années, diabolisent une gauche qui ne renonce pas

et les militantEs qui s'opposent sur le terrain à la fascisation. Déjà, pour les élections municipales, le ministère de l'Intérieur avait classé LFI, il y a quelques jours, à l'extrême gauche. Aujourd'hui, Gérald Darmanin parle de la «milice de Mélenchon». La normalisation et la banalisation de l'extrême droite et de ses idées racistes, masculinistes et LGBTQIAphobes atteignent des sommets depuis deux ans. Elles sont la conséquence de politiques antisociales et sécuritaires menées depuis des décennies par les gouvernements successifs, reprenant les idées racistes et la fermeture des frontières. Elles sont la conséquence d'une opposition syndicale et

politique réduite au silence et réprimée par les différents gouvernements Macron.

Construire un front de masse

Depuis quelques jours à Lyon, des fascistes armés «patrouillent» dans la rue en vue de se venger. Ils ont attaqué des locaux d'organisations politiques ou syndicales comme LFI ou Solidaires, ou la librairie La Plume Noire. Les militantEs antifascistes, en particulier de l'ex Jeune Garde, sont publiquement accusés du meurtre et menacés de mort, leurs informations personnelles étant dévoilées en ligne. Nous leur adressons tout notre soutien. Les fascistes idéalisent et romantisent la violence et la mort et menacent notre camp, celui des exploités et des opprimés, tandis que l'antifascisme lutte pour l'égalité et la justice. Plusieurs formes de combat existent. Mais il n'existe pas de raccourci pour lutter contre le fascisme. Pour s'y opposer, il faut l'unité — et pas seulement dans les élections — des forces syndicales et politiques attachées à la transformation sociale. Plus que jamais, nous avons besoin de construire un front unitaire de masse capable de faire reculer les fascistes dans les urnes, mais surtout dans la rue, dans les quartiers, dans les entreprises. Il y a urgence à tenir une ligne antifasciste unitaire, populaire et de masse face à la vague brune qui s'annonce. Antifascistes tant qu'il le faudra!
Le NPA-l'Anticapitaliste, le 17 février 2026

Acturama



Près de 150 personnes étaient réunies vendredi 13 février devant l'hôpital Tenon, à Paris, pour dénoncer les dérives islamophobes et sexistes des directions hospitalières. Majdouline B. en est le cas emblématique: sanctionnée pour «désobéissance» car refusant de se plier à une injonction absurde lui imposant d'enlever son calot, sa révocation a été annulée par la justice. Mais l'AP-HP a décidé de s'acharner et de la suspendre huit mois. C'est loin d'être un cas isolé et la mobilisation de solidarité ne faiblit pas. PHOTOS JULES

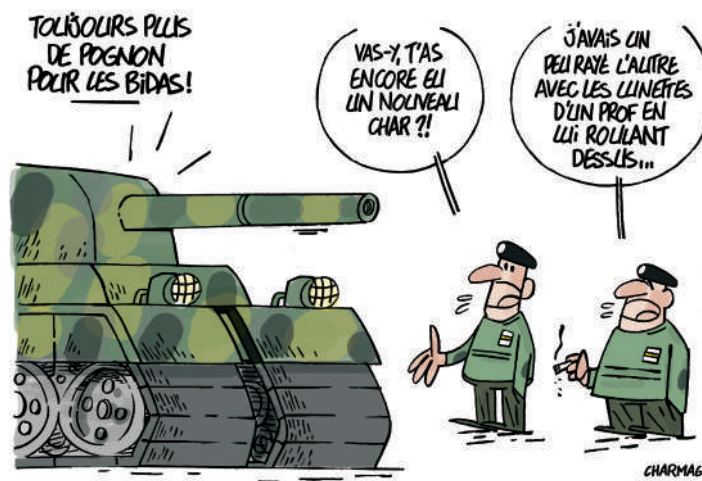
FRANCE Sans majorité, Lecomu poursuit la casse par décrets

Privé de majorité, le pouvoir macroniste gouverne encore grâce au refus du PS de le censurer. À coups de décrets, de procédures accélérées et de contournement du débat parlementaire, l'exécutif poursuit méthodiquement son programme de destruction sociale au bénéfice du capital.

En avril, l'Assemblée nationale devra examiner la loi de programmation militaire, qui prévoit une hausse de 6,7 milliards d'euros du budget de la défense. Dans un contexte de crise sociale, de services publics exsangues et d'urgence écologique, ce choix révèle une priorité claire : priorité aux marchands de canon sur les besoins des populations. Parallèlement, le gouvernement accélère un nouvel acte de décentralisation qui s'annonce surtout comme un transfert de charges vers des collectivités déjà fragilisées. Sous couvert de « proximité » et d'« efficacité », il s'agit de poursuivre le démantèlement de « l'État social » en dispersant les responsabilités et en affaiblissant les solidarités.

Des orientations énergétiques autoritaires

La publication par décret de la programmation pluriannuelle de l'énergie illustre cette dérive autoritaire. Les orientations énergétiques — déterminantes pour l'avenir écologique et industriel — sont fixées sans véritable délibération démocratique. Derrière les discours sur la transition, c'est la planification au service des grands groupes énergétiques qui se dessine. Derrière « l'oubli » d'un grand service public de l'énergie se cache la mise en pause des énergies renouvelables, le renforcement du nucléaire et « l'art du



vide en matière de transition écologique et solidaire», comme le dénonce la Fondation pour la nature et l'homme.

Restriction raciste de l'AME

La méthode est identique en matière sociale. Le décret restreignant l'Aide médicale d'État participe d'une politique de stigmatisation des plus précaires, des étrangers, transformés en boucs émissaires des difficultés budgétaires. Tout cela fait le jeu du RN. Près de la moitié des sans-papiers ne se lancent pas dans la course à la demande de l'AME. Ajouter l'obstacle de présenter un document avec photographie, pour ceux qui ont parfois tout perdu en traversant la Méditerranée, c'est encore priver de ce droit 20% des sans-papiers, selon Médecins du Monde. Une économie morbide

de 184 millions d'euros, qui va dégrader encore plus leur santé, et au final celle de toutes.

Chômage, apprentissage... Tout pour le Medef

Dans le même esprit, le ministre du travail se dit favorable à la suspension des allocations chômage en cas de « suspicion sérieuse de fraude ». Une formule floue qui instaure la présomption de culpabilité pour les privés d'emplois, tout en laissant intactes les fraudes fiscales massives des employeurs, qui défraient pourtant l'actualité. La réforme de l'apprentissage, saluée par le Medef, confirme l'orientation générale : subventionner massivement la main-d'œuvre bon marché et flexibiliser encore le travail des jeunes. Le patronat ne s'y trompe pas et pousse plus loin ses exigences,

notamment avec la proposition d'un « CDI jeunes », nouvelle tentative de segmenter le marché du travail et d'institutionnaliser encore plus la précarité.

Verrouillage antidémocratique

S'il y a bien une chose de sûre avec le remaniement annoncé, c'est que cela ne changera en rien une politique au service du capital. Fait du prince, au mépris de tout soupçon de conflit d'intérêt, la ministre des comptes publics Amélie de Montchalin atterrit directement à la très libérale Cour des comptes, verrouillant encore un peu plus cette institution. Symbole de cette classe politique sans scrupule, mise en cause dans pas moins de cinq affaires, Rachida Dati ne sort pas du gouvernement à la suite d'une opération « mains propres », mais bien pour essayer de conquérir la Mairie de Paris, à la suite d'un deal entre la Macronie et la droite. Faute de consentement démocratique, ce pouvoir minoritaire gouverne par contrainte réglementaire. Faute de justice sociale, il mobilise l'ordre et la discipline. Et faute de légitimité populaire, il s'en remet aux décrets pour imposer une politique dont l'objectif reste inchangé : adapter la société aux exigences du capital, quoi qu'il en coûte. À nous de les bloquer, dans la rue et dans les urnes !

Frank Prouhet

No comment

Amélie de Montchalin sera chargée de contrôler le budget 2026 qu'elle a elle-même contribué à élaborer

Ce mercredi 11 février, Amélie de Montchalin a été nommée première présidente de la Cour des comptes par Emmanuel Macron. C'est la première fois qu'un ministre passe directement de Bercy à la Cour des comptes. Le risque de conflit d'intérêts est évident. LA LETTRE OUVERTE LANCÉE PAR ATTAC en protestation a déjà recueilli 25 000 signatures. Pour signer : <https://t.co/4ktdwjwkn0>

Agenda

Vendredi 20 février, Avant-première du film *Le chemin de la liberté* de Pierre Chamechaude et Christophe Cordier, Paris (75). À 18 h 30, à la Nouvelle Bourse du Travail, salle Hénaff, 29 bd du Temple.

Samedi 21 février, Marche pour les 4 ans de la guerre en Ukraine, Paris (75). À 14 h, à République.

Jeudi 26 février, Rencontre avec Omar Alsoumi et Thousand Madleens autour du livre *Enfant de Palestine*, Montreuil (93). À 18 h, à La Parole Errante, 9, rue François-Debergue.

Mercredi 4 mars, Rencontre autour du livre *Homonalisme* de Jasbir K. Puar, Paris (75). À 19 h 30, à la librairie Le monte en l'air, 2, rue de la Mare dans le 20^e.

Dimanche 8 mars, Journée internationale de lutte pour les droits des femmes, Paris (75). À 11 h, village féministe place Stalingrad, à 14 h départ en manifestation.

Vendredi 20 mars, Projection-débat *Hommage à la Catalogne*, Les Lilas (93). À 20 h, un Lieu pour respirer, 15, rue Chassagnolle, 93260 Les Lilas.

Samedi 30 mai, montée au Mur des Fédérés, Paris (75). À partir de 10 h, place des Fêtes (sous réserve), manifestation à 14 h 30 en direction du cimetière du Père Lachaise, rue des Rondeaux dans le 20^e.

ALGÉRIE Lyes Touati libéré, une victoire de la solidarité populaire

Incarcé pendant 59 jours pour des accusations infondées, le militant socialiste Lyes Touati a été libéré après une large mobilisation, transformant son affaire en symbole des atteintes aux libertés démocratiques.

L'arrestation du militant socialiste et progressiste Lyes Touati s'inscrit dans une séquence politique marquée par la restriction des libertés démocratiques en Algérie depuis la fin du Hirak. Son audition, son procès et finalement son acquittement constituent une succession d'événements dans laquelle la solidarité populaire a joué un rôle décisif.

Une accusation absurde

Cadre du Parti socialiste des travailleurs (PST), suspendu depuis 2022, Lyes Touati est connu pour son engagement constant en faveur des libertés démocratiques, de la justice sociale et de la défense des droits des travailleurs. Ses convictions anticapitalistes, anti-impérialistes et antisionistes, inscrites dans la tradition politique de son parti, ont façonné son parcours militant. Pendant 59 jours, son emprisonnement a symbolisé, pour ses camarades et ses soutiens, une tentative de faire taire une voix engagée dans la conscientisation et l'organisation des masses populaires.

Son interpellation le 14 décembre a provoqué une onde de choc. L'accusation d'« accointance avec une organisation terroriste » a pour base une publication sur la députée européenne Rima Hassan en robe kabyle, pour faire un clin d'œil au MAK, organisation séparatiste et prosioniste. Cette accusation a donc suscité incompréhension et indignation. Malgré un dossier qualifié de vide par sa défense, le juge d'instruction a ordonné son placement sous mandat de dépôt le 16 décembre, transformant son cas en symbole de la question plus large de la liberté d'expression et du droit à l'engagement politique.

Une solidarité décisive

Face à cette situation, la solidarité s'est rapidement organisée. Les réseaux sociaux ont joué un rôle central pour transformer son nom en point de ralliement. Des pétitions ont été lancées, recueillant plus de 700 signatures à l'échelle locale et plus de 1 500 signatures au total. Les prises de position publiques se sont multipliées. Des personnalités politiques,

des militants et des blogueurs ont relayé son affaire. Cette mobilisation a permis de faire de son incarcération une question politique nationale.

Son procès s'est tenu devant la cour de Béjaïa. Le 12 février, le verdict est tombé : son acquittement et sa libération. Cette décision a provoqué un immense soulagement. À sa sortie, accueilli par ses camarades et ses proches, Lyes Touati a rappelé l'importance de la solidarité et affirmé sa détermination à poursuivre son combat pour les libertés démocratiques.

Sa libération démontre que la solidarité peut briser l'isolement et imposer la justice face à l'arbitraire. Cette séquence constitue une leçon politique majeure : aucune répression n'est invincible lorsque la conscience collective s'organise.

L'affaire Lyes Touati rappelle enfin que les libertés démocratiques ne sont jamais définitivement acquises. Elles demeurent le produit de luttes, d'engagements et de solidarités. Sa libération ne marque pas la fin d'un combat, mais confirme que seule la mobilisation consciente et organisée peut ouvrir la voie à une société fondée sur la justice, la dignité et la souveraineté populaire.

Mhand Ouchene



Plus d'articles, plus d'actus, des vidéos, des analyses et des émissions sur

l'Anticapitaliste.org

l'Anticapitaliste l'hebdo du NPA

Rédaction :
redaction@npa2009.org

Diffusion :
diffusion@lanticapitaliste.org

Administration :
2, rue Richard-Lenoir,
93108 Montreuil Cedex

Numéro ISSN :
2269-3696

Commission paritaire :
1225-C-93922

Société éditrice :
Nouvelle Société de
presse, d'audiovisuel et de
communication.
SARL au capital
de 3500 € (durée 60 ans).

Tirage :
1800 exemplaires

**Directrice
de publication :**
Penelope Duggan

**Secrétaire
de rédaction :**
Olivier Lek Lafferrière

Maquette :
Ambre Bragard

Impression :
Rotographie, Montreuil-
sous-Bois
Tél. : 01 48 70 42 21
Mail : rotoimp@wanadoo.fr



UKRAINE Quand la Russie puise sa chair à canon en Afrique

Victimes de la propagande, de nombreux jeunes Africains en quête d'une vie meilleure rejoignent la Russie. Ils n'y trouvent pourtant que la violence de la guerre — et trop souvent, la mort.

Pour pallier le manque de soldats, les autorités russes ont mis en place des campagnes de recrutement en Afrique, d'abord par l'intermédiaire des mercenaires de Wagner, avant que ces filières ne se diversifient.

Des filières aux mains d'une élite véreuse

Le recrutement cible deux types de profils. Des jeunes femmes sont enrôlées afin de fournir de la main-d'œuvre au complexe militaro-industriel Alabuga, situé au Tatarstan. On leur promet une formation et un bon salaire. Les campagnes de publicité cachent soigneusement qu'il s'agit de travailler dans des usines de fabrication de drones destinés au conflit, parfois exposées à des bombardements ukrainiens. Un recrutement plus discret vise des hommes envoyés au front. Les promesses d'embauche évoquent des emplois non combattants — chauffeurs, infirmiers ou cuisiniers —, mais la réalité est tout autre. Ces réseaux, très lucratifs, sont dirigés par des hommes d'affaires et des politiciens. En Ouganda, par exemple, le député Edson Rugumayo, membre du parti au pouvoir et délégué de la Jeunesse, y joue un rôle clé. En Afrique du Sud, la femme d'affaires Lebogang Zulu, représentante de son pays à la « BRICS Women's Business Alliance », est également impliquée, tout comme l'une des filles de l'ancien président Jacob Zuma, dont le parti, le MK, affiche des positions ouvertement prorusses. Le cas le plus emblématique reste celui du Kenya, où le gouvernement de William Ruto encourage activement la jeunesse à émigrer. Alfred Mutua, ministre du Travail, a incité les jeunes, dans le cadre du programme de « labour mobility », à partir travailler en Russie, contribuant ainsi à légitimer l'idée que ce pays représentait une destination sûre. C'est ainsi que des centaines de KényanEs se sont retrouvés sur le front.

De l'espoir à l'enfer

Pour les jeunes femmes, les conditions de vie et de travail sont particulièrement difficiles. Le salaire réel est bien inférieur à celui qui leur avait été promis. La surveillance est constante, elles ne peuvent sortir librement et vivent confinées dans des dortoirs. Elles manipulent des produits toxiques sans aucune protection. Quant aux jeunes hommes, dès leur arrivée à l'aéroport, leurs passeports sont confisqués. Ils signent un contrat en russe, qu'ils ne comprennent pas, puis suivent une formation sommaire au tir de deux semaines avant d'être envoyés au front, souvent dans les zones les plus dangereuses. Leurs régiments sont composés majoritairement d'étrangers, mais aussi de Russes sortis de prison ou dépendants à la drogue. La seule échappatoire consiste parfois à se blesser volontairement ou à tenter de franchir les lignes ukrainiennes. Sans passeport, leur rapatriement devient quasi impossible. Les mobilisations des familles ont contribué à mettre en lumière ce trafic d'êtres humains, rendu possible par la duplicité d'une élite africaine complice d'une hiérarchie militaire russe criminelle.

Paul Martial

À lire sur le site



USA. Une victoire pour la résistance face à l'ICE et à Trump, par Dan La Botz

PALESTINE Soutien à Francesca Albanese, la France complice d'Israël

En s'appuyant sur un faux grossier, le gouvernement français s'attaque à l'une des rares voix internationales en faveur du peuple palestinien : Francesca Albanese.

Depuis des mois, les services du ministère des Affaires étrangères « condamnent », « dénoncent » avec « la plus grande fermeté » les exactions de l'État israélien sans jamais que ces « communiqués » ne soient suivis d'effets. Mais la semaine dernière, Barrot et la France ont trouvé du courage pour dénoncer la rapporteuse onusienne pour les territoires occupés, Francesca Albanese.

Obtenir la démission d'Albanese sur la base d'une fake news

Reprenant une manipulation grossière, Jean-Noël Barrot a indiqué que « Mme Francesca Albanese s'avance et se présente comme une experte indépendante des Nations unies. Elle n'est ni experte ni indépendante : c'est une militante politique qui agite des discours de haine qui desservent la cause du peuple palestinien, qu'elle entend pourtant défendre, et des Nations unies ». On se passera de ses conseils pour la cause palestinienne. Mais il a indiqué demander à la prochaine assemblée de l'ONU cette semaine la démission d'une des seules voix internationales en faveur du peuple palestinien. Comme elle l'explique elle-même : « Trois gouvernements européens m'accusent — sur la base de déclarations que je n'ai jamais faites — avec une virulence et une conviction qu'ils n'ont JAMAIS utilisées contre



WIKIMEDIA COMMONS

ceux qui ont massacré plus de 20 000 enfants en 858 jours. »

Faire taire une voix qui dérange

Dans le cadre de son mandat, Albanese a publié trois rapports depuis octobre 2023 qualifiant la guerre d'Israël contre Gaza de génocide et dénonçant les États qui ont soutenu Israël. Dans les conclusions de son dernier rapport intitulé *Le génocide de Gaza : un crime collectif*, elle accuse 63 États d'avoir permis à Israël de bafouer le droit international, et affirme que, malgré les preuves accablantes de génocide

et de crimes de masse à Gaza et en Cisjordanie occupée, les États les plus puissants d'Europe, notamment l'Italie, l'Allemagne et la France, continuent d'être des soutiens diplomatiques, militaires et politiques à Israël. En juillet, l'administration Trump lui a interdit de se rendre aux États-Unis et a gelé ses avoirs aux États-Unis en raison de son travail d'enquête sur le génocide à Gaza.

Le génocide et la colonisation continuent

Albanese est une cible et mérite tout notre soutien, d'autant plus

au moment où le génocide continue en basse intensité à Gaza et que la colonisation se fait plus pressante en Cisjordanie.

En effet, le gouvernement israélien vient d'accepter une nouvelle mesure qui devrait officialiser le contrôle israélien sur de vastes zones de territoire palestinien, dont une grande partie n'a pas été enregistrée depuis l'occupation de la Cisjordanie par Israël en 1967. En 1968, Israël a suspendu le processus d'enregistrement foncier commencé par la Jordanie, empêchant ainsi les Palestiniens d'enregistrer officiellement la propriété de leurs biens. Il s'agit ici de légaliser la confiscation des terres non enregistrées, dites abandonnées, en les reclassant comme « terres d'État ». On attend le énième communiqué de Barrot à ce sujet.

La France accompagne la politique d'Israël. Elle condamne verbalement mais ne fait rien. Et quand elle agit, c'est au détriment des Palestiniens : suspension des évacuations des universitaires de Gaza, poursuite et répression des militants en soutien à la Palestine en France, instrumentalisation de la lutte contre l'antisémitisme via la proposition de loi Yadan. Le gouvernement Macron en profite pour cibler ses ennemis politiques de gauche en laissant tranquilles les progénocidaires. Il y a bien, malgré les déclarations et les communiqués faisant semblant de s'apitoyer sur le sort des Palestiniens, une volonté de soutenir la politique d'Israël.

Édouard Soulier

GRÈCE Morts sur ordonnance

Deux drames récents, dans une usine et en mer Égée, illustrent une même logique. Celle d'un système où déréglementation sociale et répression migratoire produisent des morts évitables.

Ces dernières années, de graves événements mortels ont eu lieu en Grèce, qualifiés de « tragédies » — comme en 2023 le choc de 2 trains à Témbi (57 morts) et le naufrage de Pylos (400 à 700 morts). Ces dernières semaines, deux désastres terribles viennent confirmer que, comme en 2023, derrière la tragédie se manifestent clairement la loi du profit, la déréglementation, la répression, rendant plus urgente que jamais la nécessité d'en supprimer les causes communes.

Victimes de la surexploitation

Le 26 janvier, une explosion de gaz liquide suivie de l'incendie de l'usine a tué cinq ouvrières de la prospère entreprise de biscuiterie Violanta, à Trikala (Grèce centrale), et provoqué plusieurs blessés. Les cinq femmes travaillaient de nuit, et au moins l'une d'entre elles avait un autre emploi de jour. Ce drame s'ajoute à la macabre liste des accidents du travail, au moins 201 en 2025 selon les sources syndicales. Il révèle ici le cynisme de la surexploitation : l'absence de sécurité (l'odeur du gaz avait été signalée, mais le directeur a refusé une réparation minime), de légalité (le sous-sol où opéraient les cinq victimes ne figurait pas dans les plans officiels, des portes étaient souvent bloquées...). Sans oublier une politique de terreur : l'Union locale avait réussi à imposer des élections

professionnelles, mais la direction avait menacé toutE travailleurE qui irait voter, et, même aujourd'hui, le personnel a peur de s'exprimer, avec chantage à l'emploi dans une région pauvre.

De son côté, le gouvernement a réagi... en niant les chiffres sur les accidents du travail et les difficultés des contrôles (manque criant d'inspecteurs et inspectrices du travail). Certes, la réaction ouvrière a été immédiate : une grève nationale sectorielle, des manifs, avec des centaines de personnes à Trikala à l'appel de l'UL proclamant « ce n'est pas le hasard, ce sont des crimes programmés ». Mais pas de grève générale face à ce drame qui confirme la complicité du patronat et du gouvernement pour une exploitation désormais sans limite des travailleurEs.

Carnage à Chios

Sur les 3 148 morts et disparus en mer Égée entre 2015 et 2025, combien ont été victimes de la répression grecque visant à empêcher migrantEs et réfugiéEs de parvenir en Grèce ? Difficile à dire. Le 3 février, quinze migrantEs sont mortEs près de l'île de Chios. Non pas noyéEs mais victimes des blessures dues à la collision avec le bateau des garde-côtes. Ces derniers accusent l'embarcation (surchargée) d'avoir manœuvré contre eux, il semble pour les expertEs plus probable que, une nouvelle fois, les garde-côtes aient foncé pour refouler les migrantEs hors des eaux maritimes



grecques. Une horreur encouragée par le ministre des Migrations, le fasciste Plevris, qui déclarait en 2011 : « Les frontières ne peuvent pas être gardées sans dommages, et pour être plus clair, s'il n'y a pas de morts ». Le même fait porter la responsabilité du drame sur les passeurs et les ONG, tout en félicitant les garde-côtes... Toute la gauche dénonce un nouveau crime, mais les manifs de protestation n'ont jusqu'ici pas été suffisamment massives face à l'horreur. Le comble : ce gouvernement, adoptant la nouvelle ligne européenne d'« immigration choisie », envisage la création d'une agence — passeur officiel ! — faisant venir des migrantEs pour travailler sans droits. Raison supplémentaire si besoin était, d'une bataille unifiée contre la surexploitation et la répression, unissant les travailleurEs grecs et immigréEs.

A. Sartzekis, Athènes, le 15 février 2026



**ÉLECTIONS
MUNICIPALES 2026**

**REPRENONS LES
COMMUNES !**

Contre l'armement des polices municipales et la vidéosurveillance

À mesure de son abandon de toute perspective de transformation sociale, la gauche libérale a enfourché le cheval de la sécurité, avec son lot de racisme, de stigmatisation des jeunes et des quartiers populaires. Il est vrai que la crise sociale, le recul des services publics, la précarisation des classes populaires fracassent les solidarités. Mais prétendre répondre à ces difficultés par le développement et l'armement des polices municipales, par l'instauration d'une société de vidéosurveillance algorithmique généralisée, est une impasse. Inefficace et coûteux, ce choix tourne surtout le dos aux racines de la violence sociale. Un pari uniquement gagnant pour le RN et la droite dure!

Pour nous, il n'est pas question de faire l'impasse sur les violences, mais l'enjeu est de déplacer le débat vers le social, l'égalité, la lutte contre les discriminations sexistes et racistes, qui sont au cœur de la domination capitaliste. Nous voulons des mairies au service d'une politique d'égalité des droits et de prévention!

Dossier coordonné par Frank Prouhet

Vidéosurveillance et armement de la police municipale, c'est non!

La vidéosurveillance et l'armement des polices municipales sont des mesures coûteuses, inefficaces et dangereuses, qui alimentent surtout une fuite en avant sécuritaire au détriment de l'égalité sociale et des libertés publiques.

Des mesures inefficaces

Aucune étude n'a démontré une quelconque efficacité de la vidéosurveillance ou de l'armement des polices municipales sur la délinquance, les « incivilités » ou le « sentiment d'insécurité ». Tout cela coûte fort cher et est inefficace. Même la police londonienne le reconnaît, dans une des villes où il y a le plus de vidéosurveillance au monde. C'est ce que montre un rapport commandé par le commissaire de police de Dyfed Powys, recouvrant la plus grande zone de police en Angleterre et au Pays de Galles. Selon ce rapport, la suppression des caméras dans cette zone « n'a pas entraîné une hausse importante de la criminalité ou de comportements antisociaux ». Les caméras ne font souvent que déplacer le problème.

Des politiques dangereuses

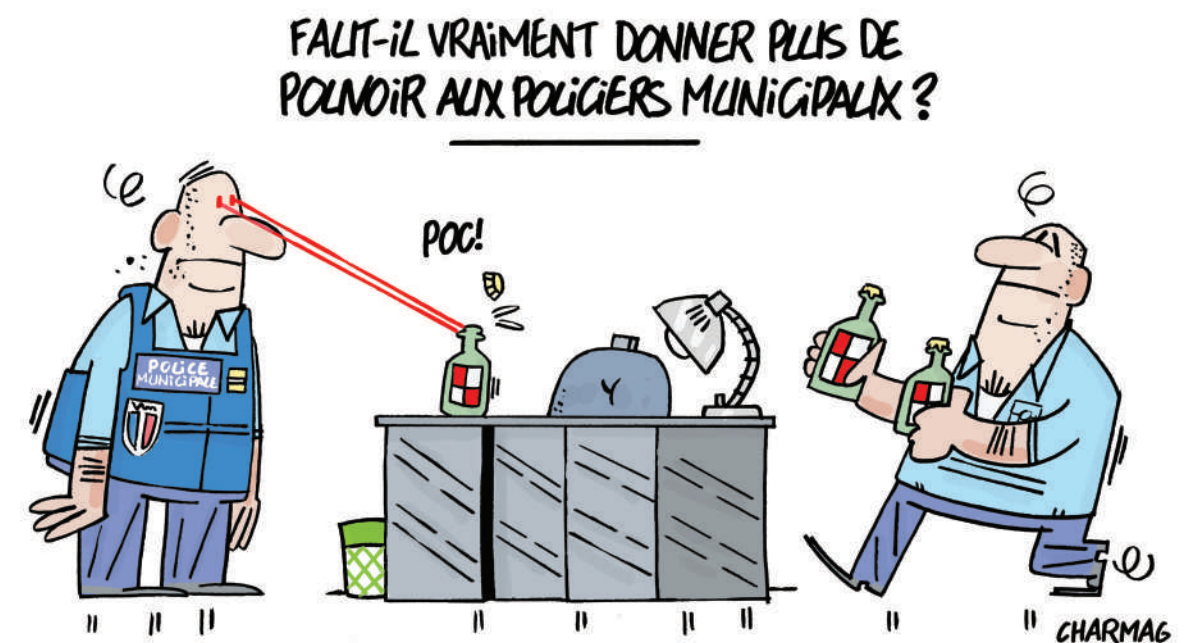
Mais au-delà de son coût et de son inefficacité, la réponse en termes de police ou de caméras est dangereuse, car elle opère un déplacement

du côté des responsabilités et des solutions. Du côté des responsabilités, elle déplace l'insécurité qui est d'abord sociale, scolaire, raciste, sexiste, donc collective et systémique... vers la question individuelle de la responsabilité de chacunE, qu'il faudrait toujours plus fliquer, des parents qu'il faudrait priver d'allocations pour qu'ils élèvent mieux leurs enfants. Lorsqu'on s'engage sur ce terrain, l'inefficacité de ces mesures, constatée tous les jours, pousse à une surenchère où le RN et les solutions autoritaires seront toujours gagnants.

L'inefficacité de ces mesures pousse à une surenchère où le RN et les solutions autoritaires seront toujours gagnants

Contre la fuite en avant sécuritaire

À un mois des municipales, une nouvelle loi est en effet en cours d'adoption pour augmenter les pouvoirs des polices municipales : contrôles d'identité renforcés, extension du champ des amendes, fouilles des véhicules, drones, pouvoirs proches de ceux de la police judiciaire. Une



fuite en avant sécuritaire que nous refusons. Société de surveillance avec reconnaissance faciale, surveillance algorithmique et intelligence artificielle, testée lors des JO de Paris, outils d'identification et de localisation, notamment des personnes étrangères en situation irrégulière, comme ceux que Capgemini a développés pour l'ICE de Trump, nous refusons le capitalisme de surveillance!

Répondre à la violence par l'égalité

La seule politique qui a montré une efficacité sur la délinquance, les incivilités, la violence, c'est la lutte pour l'égalité.

Réduire l'échec scolaire à l'école, les inégalités sociales et raciales, donner un vrai travail, un vrai salaire aux jeunes, lutter contre le racisme post-colonial synonyme de contrôle au faciès, de CV à la poubelle, défendre la prévention spécialisée et l'embauche d'éducateurEs de rue, l'éclairage la nuit pensé avec les associations et les riverainEs pour combiner écologie et tranquillité, lutter contre l'oppression patriarcale et les violences faites aux femmes, voilà le chemin que nous devons encore et toujours défendre.

La première « insécurité », c'est la violence sexiste et sexuelle

Car il y a une « insécurité » qu'oublie toujours les débats sur les polices municipales et la vidéosurveillance. La première violence au niveau d'une commune, c'est la violence sexiste et sexuelle intra-familiale, les viols, les féminicides. Et les caméras vidéo ne rentrent pas par la fenêtre! Un projet municipal contre ces violences sexistes, de l'école à la maison, avec des logements

d'urgence, bâti avec les associations, est un choix gagnant contre cette « insécurité oubliée ».

La « guerre à la drogue » est un échec

Pendant des années, les cabinets médicaux ont été la cible d'usagerEs de stupéfiants injectables : vols d'ordonnances, de seringues, de morphine... Aujourd'hui tout cela est fini. Mais pas grâce à la vidéosurveillance ou aux rondes de police! Ce qui a mis fin aux vols, à l'effroyable mortalité qui a décimé des milliers d'usagerEs de stupéfiants injectables (overdoses, hépatites, sida...), c'est le décret du 21 juillet 1994, qui a instauré un programme d'échange de seringues, et les traitements de substitution à l'héroïne, avec la méthadone et le Subutex.

La « guerre à la drogue » est un échec. Dépénalisation de la consommation et légalisation du cannabis, associées à une politique de prévention et de réduction des risques, abrogation de la loi de 1970, rejoindre le réseau des villes qui réclament cette dépénalisation, égalité sociale, voilà comment lutter contre les trafics qui pourrissent la santé des jeunes, favorisent les violences, jusqu'aux menaces qui font céder les maires!

L'EXEMPLE D'ALENÇON

Une coalition unitaire s'est constituée à Alençon, soutenue par des Insoumis, les Écologistes, le NPA-A, le Pôle citoyen et le PCF. Notre camarade Johnny est tête de liste. Son programme et sa composition ont été travaillés démocratiquement et au consensus pendant plus de six mois. Quelques extraits :

« Nous nous opposerons avec détermination à toute surenchère sécuritaire, parce qu'elle divise, qu'elle entretient l'inquiétude, et qu'elle alimente le racisme et toutes formes de discriminations.

Notre priorité : une ville qui protège en renforçant l'égalité, pas en renforçant la répression.

- **Construire, avec les habitantEs, de véritables politiques de prévention qui répondent aux besoins du terrain plutôt qu'aux logiques sécuritaires imposées d'en haut.**

- **Redonner toute leur place aux médiateurs, éducateurs de rue et équipes de proximité : des professionnelEs forméEs, capables de créer du lien et de retisser la confiance là où les dispositifs répressifs ont échoué.**

- **Recentrer la police municipale sur sa mission première : protéger toutes et tous dans l'espace public, et en priorité les personnes les plus vulnérables.**

- **Mettre la prévention et la médiation au cœur de la tranquillité publique.**

- **Démanteler le réseau de caméras de vidéosurveillance (...)** Plutôt que d'empêcher les agressions, les caméras les déplacent. Elles sont inefficaces et coûteuses pour la collectivité. Avec les 1,2 million d'euros, sur les trois ans, c'est autant de moins pour les crèches, les maisons pour nos ancienNEs et les jeunes, pour les centres sociaux, pour une politique écologique...»

FINISTÈRE

Un enseignant convoqué pour un drapeau palestinien

Un enseignant a été convoqué par le rectorat pour avoir affiché un drapeau palestinien et diffusé un texte humanitaire. Cette procédure est révélatrice d'une offensive plus large. Il faut défendre la solidarité internationaliste face aux intimidations.

Un enseignant de Landerneau dans le Finistère, syndiqué à SUD éducation, a été convoqué par le rectorat de l'académie de Rennes lundi 9 février dernier. Son « tort » ? Avoir affiché un petit drapeau palestinien sur son casier en salle des profs et diffusé (sur le panneau syndical !) un texte humanitaire de Médecins du monde. Si l'entretien n'aboutira finalement sur aucune sanction, la convocation et la procédure elles-mêmes constituent un signal politique inquiétant.

Un contrôle de plus en plus pressant

Car cette affaire révèle une tendance de fond, dans l'Éducation nationale, dans l'Enseignement supérieur mais aussi dans bien d'autres secteurs professionnels : une volonté croissante de l'institution et des hiérarchies de contrôler l'expression syndicale et démocratique, des personnels comme des organisations syndicales. En assimilant un geste, somme toute banal, de solidarité internationaliste à une entorse au devoir de neutralité, la hiérarchie tente d'imposer une conception étroite et disciplinaire du service public. Car la neutralité des agentEs publics ne saurait signifier l'indifférence face aux génocides, aux crimes de guerre, ni la mise au silence des travailleurEs lorsqu'ils expriment une position politique ou humanitaire.

Restriction du champ de l'action syndicale

Lors de la convocation, la direction du rectorat a remis en cause la possibilité pour une organisation syndicale et ses adhérentEs de prendre des positions « politiques », « de solidarité internationale » ou qui iraient au-delà des simples revendications des personnels. Des remises en cause de l'expression syndicale qui se multiplient. En octobre 2023 déjà, la CGT Ferc Sup de l'université de Savoie se voyait interdire une communication syndicale sur la Palestine. Instrumentalisant le « devoir de réserve », le ministère tente simplement de dissuader toute prise de position critique. La solidarité internationale entre travailleurEs ne s'arrête pas aux frontières et est bel et bien vieille comme le syndicalisme. De Gaza à l'Ukraine, du Venezuela à l'Iran, de Cuba à l'Argentine, les organisations syndicales comme les personnels ont le droit d'exprimer leur solidarité avec des travailleurEs, de l'éducation ou non, victimes de génocide, de guerre, de répression, d'agression impérialiste ou de l'extrême droite au pouvoir.

Silenciation du génocide en Palestine

Cette situation s'inscrit dans le climat plus large de répression accrue des mobilisations mais aussi de tentative de normaliser la silenciation du génocide en Palestine. Le moindre accroc dans cette volonté politique est donc très rapidement réprimé. Vouloir bannir des espaces de travail comme de la société toute expression critique, c'est défendre l'ordre établi.

Face à la répression, la réponse doit être la mobilisation. Les rassemblements devant le lycée de notre collègue et devant le rectorat ont démontré que les personnels refusent de fermer les yeux devant les massacres de Gaza et le génocide du peuple palestinien et défendront la possibilité même de lutter.

Ian Stemmelen



ANTIRACISME Il y a vingt ans, l'antisémitisme tuait Ilan Halimi

Il y a 20 ans, le 13 février 2006, l'agonie de Ilan Halimi prend fin. Kidnappé après un guet-apens le 20 janvier, il est séquestré à Bagneux et torturé d'une manière abominable pendant 24 jours. Le 13 février, il est retrouvé nu, tondu, affamé, avec des traces de coups, des coupures, des brûlures sur 80% du corps, laissé à l'abandon. Il meurt peu après son arrivée à l'hôpital.

L'horreur a frappé tout le monde. Mais la reconnaissance du rôle de l'antisémitisme dans ce crime a donné lieu à des résistances, y compris dans nos espaces politiques. Certes, le groupe qui l'a enlevé n'avait pas un projet politique antisémite construit. Leur mobile, c'est l'argent. Ses kidnappeurs voulaient obtenir une rançon. Ils ont même essayé deux autres kidnappings avant, sur des personnes qui n'étaient pas juives. Mais ils ont finalement choisi Ilan Halimi parce qu'il était Juif, et parce que selon eux les Juifs sont riches et solidaires entre eux, et allaient donc payer la rançon.

L'antisémitisme tue

Ce trope antisémite qui lie les Juifs à l'argent est ancien. Il remonte à la fin du Moyen Âge quand l'Église a interdit aux

chrétiens le prêt à intérêt et que quelques Juifs, à qui beaucoup de professions étaient interdites, ont pris cette fonction de prêteur, dont la société avait besoin. Mais dès cette période, ces métiers ne concernaient qu'une petite minorité des Juifs, qui n'étaient pas riches pour autant. Ilan Halimi était quant à lui un modeste vendeur, employé par un magasin de téléphones mobiles. Les débats sur la manière de dire les choses sont secondaires : il est incontestable que l'antisémitisme a joué un rôle déterminant dans le choix d'enlever Ilan Halimi, et sans doute aussi dans les tortures qui lui ont été infligées. Le préjugé antisémite liant les Juifs à l'argent a tué Ilan Halimi.

L'antisémitisme tue. Et ce ne sera malheureusement pas la dernière fois que l'antisémitisme aura tué en France. Tuerie à l'école juive Ozar Hatorah de

Toulouse en 2012, tuerie de l'Hyper Cacher de la Porte de Vincennes en 2015, assassinats de Sarah Halimi en 2017 et de Mireille Knoll en 2018... Les situations ne sont pas les mêmes, mais à chaque fois l'antisémitisme joue un rôle important dans ces meurtres.

Combattre l'antisémitisme par-delà ses instrumentalisation

Alors oui, la manière dont l'antisémitisme est massivement instrumentalisé contre les PalestinienNEs et leurs soutiens, contre la gauche, contre les musulmanEs et contre les non blanchEs est proprement scandaleuse. Plus de deux ans de génocide à Gaza, de complicité et d'impunité, cela a des effets. Les discours qui défendent l'État colonial israélien au nom de la lutte contre l'antisémitisme

nourrissent les amalgames antijuifs.

Mais cela ne doit pas nous empêcher de combattre l'antisémitisme et les représentations qui lui sont liées. On voit comme le complotisme antisémite explose avec tous les discours autour de l'affaire Epstein, qui ne révèle pourtant rien d'autre que les effets du capitalisme et du patriarcat : l'argent et le pouvoir permettant l'achat, l'exploitation et la destruction de corps, en particulier ceux de femmes jeunes, précaires, isolées.

20 ans après la mort d'Ilan Halimi, il faut rappeler que l'antiracisme ne se divise pas et que notre combat contre l'antisémitisme en fait pleinement partie. Parce que l'antisémitisme est contre-révolutionnaire, en ce qu'il remplace la critique du système capitaliste et de l'impérialisme par une vision complotiste du monde et parce que l'antisémitisme a des effets concrets sur les Juifs et Juives, comme on peut le constater, alors que l'actualité est régulièrement marquée par des violences et des dégradations de lieux de culte ou de mémoire.

Olivier Lek Lafferrière

En bref

Combres-sous-les-Côtes. Pas de nazis dans nos campagnes !

Le 7 février 2026, à l'appel d'une centaine d'organisations politiques, syndicales et associatives, au moins 500 antifascistes de toute la région, de Belgique et d'Allemagne se sont réunis à Combres-sous-les-Côtes, en Meuse, pour manifester contre la Taverne de Thor, local néonazi qui s'y est installé.

Ce local, actif depuis 2015 après la fermeture d'un précédent local à Toul (54), sert au groupe des Lorraine Hammerskins, principale section des Hammerskins en France, qui est un groupe suprémaciste blanc et néonazi, doté d'une structure hiérarchisée inspirée des gangs de bikers. Il leur sert principalement à organiser des entraînements de MMA hebdomadaires, et à organiser des concerts qui leur permettent de se financer. Leur présence cause un climat de terreur au sein du village, la plupart des habitantEs interrogés dans la presse demandant l'anonymat par peur de représailles. La maire, quant à elle, avait même quitté le village en prévision de la manifestation.



PHOTO DU COLLECTIF FERMEZ-LA

Le dispositif policier, quant à lui, a clairement illustré la tolérance de l'État pour ce groupe néonazi : des points de contrôle et de fouilles des voitures à chaque entrée du village, une centaine de gendarmes pour bloquer tout accès au hangar et empêcher toute atteinte aux biens contre celui-ci, une quinzaine de gendarmes pour sécuriser le cortège antifasciste, et un nuage de gaz lacrymogènes.

Rien pourtant qui n'entame la motivation de toutes les antifascistes présentes à faire entendre des voix antifascistes tout l'après-midi, et à revenir aussi longtemps que ce local existera !



Répression. Sainte-Soline: des peines réduites mais des condamnations maintenues.

Le délibéré du procès en appel lié à « l'organisation illégale » de la manifestation d'octobre 2023 contre la méga-bassine de Sainte-Soline a été rendu. Si certaines peines ont été revues à la baisse, ces condamnations demeurent intolérables et dangereuses pour les libertés publiques. Un pourvoi en cassation est envisagé. Julien Le Guet voit sa peine de prison avec sursis ramenée à trois mois, tandis que Benoît Feillu est finalement condamné à une amende. À l'inverse, celles visant David Bodin (CGT) et Hervé Auguin (Solidaires) sont aggravées. Les interdictions de territoire ne sont toutefois pas reconduites. Ces condamnations constituent une attaque contre les libertés syndicales et le droit de manifester. C'est la première fois depuis le régime de Vichy que la CGT est condamnée pour « organisation de manifestation interdite ». Il faut plus que jamais rappeler la légitimité des mobilisations contre les méga-bassines, la nécessité de soutenir les blessés et poursuiviEs. La responsabilité politique et policière des violences à Sainte-Soline reste entière.

Antiracisme. Fin des APL pour les étudiantEs hors UE.

Après avoir mis en place des dispositifs racistes et précaires tels que « Bienvenue en France », le gouvernement décide encore une fois de s'attaquer aux droits des étudiantEs étrangerEs hors UE en retirant les APL à toutes les non-boursierEs sous prétexte qu'ils auraient donc suffisamment de moyens et ne seraient pas assez pauvres pour les mériter.

Cette logique n'est qu'un pas supplémentaire dans la rhétorique profondément productiviste et raciste de l'État français, qui désire soutenir uniquement des placements « rentables » d'étudiantEs insérés dans le territoire... tout en expulsant à tour de bras les étudiantEs étrangerEs des CROUS et logements sociaux.

Les modalités d'accès aux bourses sur critères sociaux pour les étudiantEs sont si étroites que seuls 2 à 3 % des étudiantEs extra-communautaires peuvent y prétendre, et les APL constituaient jusque-là un revenu de substitution essentiel !

De plus, l'augmentation des frais de visa et taxes de séjour doit doubler cette année. Le budget Lecornu est un véritable budget raciste qui s'acharne sur les plus précaires et fragiles et qui cherche à faire des économies sur le dos des plus isolés. En effet, les étudiantEs étrangerEs sont les moins représentés dans les bourses au mérite, leurs projets sont les moins sélectionnés pour des subventions et, lors des conflits entre étudiantEs et l'administration, ils sont les moins défendus.

Le retrait des APL aux étudiantEs étrangerEs, c'est le retrait de 100 à 200 euros par mois à des jeunes pour qui cela représente l'entièreté de leur budget alimentaire. Face aux politiques racistes et austéritaires du gouvernement Lecornu et de ceux qui l'ont précédé, les Jeunesses Anticapitalistes appellent les étudiantEs à s'organiser pour un enseignement supérieur gratuit et ouvert à toutes.

Jeunesses Anticapitalistes



ÉLECTIONS MUNICIPALES 2026

REPRENONS LES COMMUNES !

Faire vivre la voix de la révolte à Bordeaux

Autour de Philippe Poutou, la liste Rouge Bordeaux Anticapitaliste se construit pour faire entendre, dans les urnes comme dans la rue, une voix de lutte face à la gauche gestionnaire bordelaise.

Depuis 2020, avec Philippe Poutou et Évelyne Cervantes-Descubes au conseil municipal, nous avons fait entendre la voix d'une gauche anticapitaliste, combative et déterminée à en finir avec les inégalités, l'opacité démocratique et l'inaction écologique. Dans un conseil municipal verrouillé, parfaitement huilé pour servir les intérêts des classes dominantes, nous avons porté — malgré les obstacles — la colère légitime contre l'injustice sociale : le droit au logement pour toutes et tous, la gratuité des transports, la lutte contre les discriminations, le renforcement des services publics face aux DSP, des moyens pour les quartiers populaires, des politiques féministes ambitieuses, la défense des luttes LGBT+, la dénonciation des violences policières, le refus des projets inutiles et des affaires entre la mairie et les grands promoteurs. Pendant six ans, nous avons été l'opposition de gauche à une gauche au pouvoir qui a poursuivi les recettes libérales, simplement repeintes en vert. Une gauche gestionnaire, satisfaite



L'équipe sortante. PHOTO RBA

d'elle-même, qui s'est adaptée sans difficulté à un système si peu démocratique, au point de gouverner en tournant le dos aux classes populaires.

Une liste inclusive

Avec l'ambition de défendre notre bilan de 6 ans d'opposition et de travail militant, nous construisons une liste de lutte avec l'équipe Rouge Bordeaux Anticapitaliste et le NPA-A, autour de Philippe Poutou, mais

qui se veut ouverte, inclusive, rassemblant des personnes d'horizons divers : militant-es politiques, associatifs, syndicalistes, salarié-es, étudiantEs, précaires, artistes, d'autres non-organisésEs... Nous défendons l'idée que pour qu'il y ait du changement, il nous faut de l'auto-organisation, recréer du collectif pour résister, reprendre nos affaires en main pour bousculer l'ordre en place. Nous refusons la résignation et la normalisation d'une politique

gestionnaire soumise au système néolibéral. Nos espoirs ne passent pas seulement par les urnes, mais il est essentiel que notre voix soit présente dans les institutions — comme dans la rue.

Malgré un léger retard dû à des discussions infructueuses avec LFI, notre équipe de campagne s'élargit chaque semaine au fil de nos assemblées générales. Les initiatives se multiplient et nous avons réussi à rassembler les noms nécessaires pour déposer la liste : une victoire en soi, dans une ville comme Bordeaux et avec nos moyens militants.

Défendre une perspective écosocialiste

Face à une crise économique, sociale et climatique qui s'aggrave, nous voulons exprimer notre révolte et défendre une perspective écosocialiste et auto-gestionnaire. Nous voulons faire entendre une autre voix, celle de la colère, celle des exploitésEs, précairisésEs, invisibilisésEs, ignorésEs ou ghettoisésEs, pendant la campagne et les 7 prochaines années. Il est important, face à une mairie de la gauche libérale, de questionner les choix fondamentaux faits en matière de budget, le tournant sécuritaire dans lequel elle s'est engouffrée, mais aussi sa politique de lutte contre les inégalités sociales ou vis-à-vis du milieu associatif. Nous ne vendons aucune illusion : ni celle d'un « triumvirat » Verts-PC-PS miraculeusement gauchisés, ni celle d'un « Mamdani bordelais » qui ferait un peu mieux. Notre objectif est clair : retourner au conseil municipal pour faire entendre une voix qui dérange, qui bouscule, mais qui donne aussi envie de se mobiliser, de se battre et de reconstruire de l'organisation de classe à la base.

Suis-nous

linktr.ee/lanticapitaliste

lanticapitaliste.org
NPAAnticapitaliste
l_anticapitaliste
Lanticapitaliste1
anticapitaliste.presse
lanticapitaliste



Retrouve-nous

Sur notre chaîne YouTube L'Anticapitaliste, le média du NPA : vidéos, émissions, reportages, entretiens sur l'actualité des luttes avec celles et ceux qui les font !

Découvre notre presse

Profite de notre promotion d'essai :

12 € = 3 mois d'hebdo

ainsi qu'un numéro cadeau de notre revue mensuelle

Et chaque mois, l'Anticapitaliste la revue

Le n°172-173 est disponible

Pour te le procurer, tu peux envoyer un chèque de 4,50 euros à l'ordre de NSPAC à : **l'Anticapitaliste**, 2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil cedex.



Abonne-toi



Soutiens la presse anticapitaliste et reçois **l'Anticapitaliste** chez toi le vendredi !

Découvre toutes nos offres d'abonnement sur notre site (6 mois, 1 an ou à durée libre).

Contacte-nous

Pour faire remarques et observations, envoyer des photos ou des articles, écris-nous à : redaction@npa2009.org



Dis-nous

Un problème avec ton abonnement ?

Il arrive trop tard dans ta boîte ? Fais-le nous savoir à : diffusion@lanticapitaliste.org



NPA-A

À Kemper, une liste «Solidaire et Populaire». À Kemper, ville préfecture du Finistère, une liste composée à parité de militantEs de LFI, de la Gauche bretonne, du NPA-A et pour moitié d'habitantEs non encartés mais actifs dans le mouvement social, culturel,

environnemental et de solidarité, a vu le jour en décembre dernier. L'Union pour Kemper, solidaire et populaire, est menée par un binôme : Marie Lauwers (LFI) et Jean-Paul Debest (NPA-A). Au-delà du programme partagé entre LFI et le NPA-A, la participation de la Gauche bretonne, dans son engagement autour de la langue bretonne, de sa culture et de sa position sur l'autodétermination des peuples, est un atout qui vient renforcer notre programme autour de la défense des services publics, du bien commun, du droit au logement pour toutes et tous, de la santé avec la création d'un centre communal de santé ou encore de la gratuité totale des transports collectifs. À cette approche vient s'ajouter la volonté de développer une ceinture verte afin de favoriser les paysans locaux par la préemption du foncier et aller vers le bio dans les cantines, crèches et EHPAD municipales, et favoriser les circuits courts, végétaliser plutôt que bétonner, mener une véritable politique féministe. Nous sommes les seuls à nous opposer à l'augmentation des effectifs de la police municipale et à sa dotation en armes létales. La liste de 51 candidatEs est constituée. Le travail sur le terrain se développe et reçoit un bel accueil. Le terrain communal, autour d'une démocratie réellement participative et directe, peut être un terrain de résistance mais aussi un chemin vers un avenir meilleur, «solidaire et populaire». Lire l'article complet sur notre site.



À Moissac et Montauban, Deux meetings marquants. À quelques semaines des municipales, la dynamique de la gauche locale s'est illustrée à travers deux meetings organisés à Moissac et Montauban, confirmant l'ancrage unitaire des listes dans lesquelles le NPA-A est engagé.

Le 7 février, près de 200 personnes se sont rassemblées à Moissac à l'invitation de la liste Moissac, Fièr-e-s et Solidaires, dans une commune dirigée par le Rassemblement national. Les interventions ont défendu un projet fondé sur la justice sociale, les services publics, la solidarité et la transition écologique, insistant sur la nécessité du rassemblement. La soirée, ponctuée d'échanges conviviaux autour d'un buffet de la Cantine Pop et de concerts de Laaren puis des Grandes Bouches, a mêlé culture et politique dans une ambiance chaleureuse.



Les Grandes Bouches au meeting de Moissac. NPA-A

Le 12 février à Montauban, plus de 150 personnes ont participé au meeting de la liste Montauban de Gauche,

écologiste et citoyenne, malgré la tempête Nils. Le programme met notamment en avant la gratuité des transports, de la cantine et des premiers m3 d'eau, ainsi qu'une transition écologique ambitieuse, le soutien aux associations et la défense des services publics, dans une ville tenue par la droite alliée à l'extrême droite.

Ces deux rendez-vous marquent une étape importante de la campagne du comité NPA-

l'Anticapitaliste tam-et-garonnais, porté par une dynamique militante déterminée.

Lire l'article de Maud Jusnel en intégralité sur notre site.



L'image de la semaine

